



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE STOCKHOLM

N° 45 – 10 février 2023

Pays nordiques

Enquête *Transparency International*: les pays nordiques conservent les meilleurs scores de l'UE.

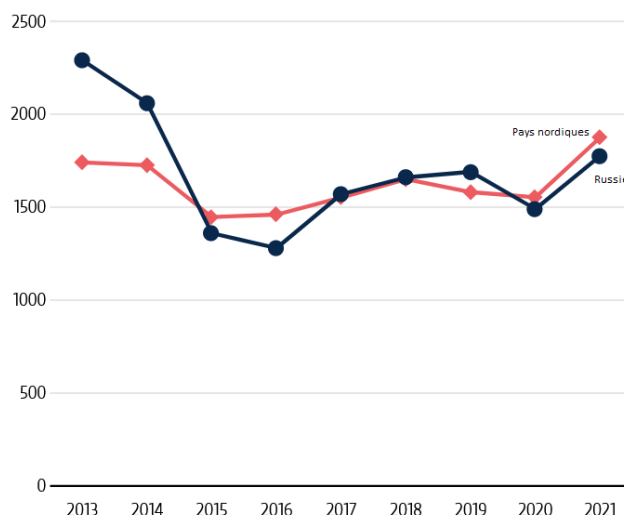
Le *Corruption Perceptions Index* (CPI) évalue les pays sur une échelle de 1 à 100 en fonction des niveaux de corruption du secteur public perçus par la population. En 2022, le Danemark conserve sa première place mondiale, suivi en Europe par la Finlande et la Norvège. La Suède occupe la 5^e place mondiale et l'Islande le 14^e rang (voir tableau ci-dessous). L'organisation *Transparency International* souligne que la lutte contre la corruption en Europe est passée au second plan face aux autres défis auxquels elle fait face (guerre en Ukraine, pénuries de matières premières). Elle note ainsi une baisse globale des scores.

Tableau 1: Historique des scores CPI et positions des pays Nordiques

	2022	2021	2012
Danemark	90 (1)	88 (1)	90 (1)
Finlande	87 (2)	88 (1)	90 (1)
Islande	74 (14)	74 (13)	82 (11)
Norvège	84 (4)	85 (4)	85 (7)
Suède	83 (5)	85 (4)	88 (4)

Le PIB nordique dépasse à nouveau celui de la Russie en 2021.

Selon la Banque mondiale, le PIB de la zone nordique avec ses 27 M d'habitants est à nouveau supérieur au PIB de la Russie (1 781 Mds\$) et atteint 1 839 Mds\$ en 2021.



Danemark

La Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*) suit la Banque centrale européenne (BCE) et relève ses taux directeurs de 35 points de base. Depuis le 3 février, les taux directeurs de la Banque centrale danoise s'élèvent désormais à 2,10% (2,25% pour le taux de prêt avec collatéral). Cette décision fait suite à la nouvelle hausse des taux directeurs de la BCE, annoncée au début du mois et visant à freiner l'inflation. Il s'agit de la quatrième augmentation des taux d'intérêt au Danemark depuis septembre 2022.

Les recettes de l'impôt sur les sociétés se sont élevées à un niveau record de 100 Mds DKK (134 M€) en 2021, soit le montant le plus élevé depuis huit ans. Ces rentrées fiscales, bien meilleures que prévu (52% de croissance annuelle), sont à mettre au crédit de plusieurs grands contribuables danois à l'instar de Novo Holdings ou Kirkbi, ayant versé respectivement 2,6 et 2,0 Mds DKK (350 et 270 M€) de plus en 2021 qu'en 2020 du fait de la reprise économique. Si ces sociétés restent de loin les premières contributrices, l'administration fiscale danoise (SKAT) souligne l'effort fiscal consenti par les petites et moyennes entreprises, en progression de 61% par rapport à 2020. Pour la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*), ces prélèvements records reflètent la bonne santé de l'économie danoise mais appellent aussi une baisse progressive de l'impôt sur les sociétés, actuellement fixé à 22%, en vue de ne pas nuire à leur compétitivité.

2,3 Mds DKK (310 M€) promis par l'exécutif dans le cadre d'un nouveau paquet inflation. Le Gouvernement a engagé, à la fin du mois de janvier, des négociations avec les différents partis représentés au Parlement (*Folketing*) en vue de définir de nouvelles mesures de soutien. Si le ralentissement de l'inflation, amorcé en novembre 2022 (9,7% en g.a contre 11,4% au mois d'octobre), s'est confirmé le mois suivant (9,6% en g.a), celle-ci devrait se maintenir à

un niveau élevé en 2023 (4,3% selon la Banque centrale danoise). Ce contexte pousse le Gouvernement à préparer de nouvelles aides ciblées et temporaires à destination des ménages et des entreprises les plus sévèrement touchés.

TotalEnergies obtient deux des trois premiers permis accordés par le Danemark pour le stockage de CO₂ dans ses eaux en mer du Nord. Ces deux licences couvrent une zone de plus de 2 000 km², où sont notamment situés les champs gaziers de Harald (projet Bifrost) ainsi qu'un aquifère salin. L'objectif de TotalEnergies est de transporter et de stocker 5 M de tonnes de CO₂ par an d'ici 2030 dans cette zone. Le groupe sera l'opérateur, à hauteur de 80%, des permis de stockage offshore aux côtés de l'entreprise publique danoise Nordsøfonden (20%). Le troisième permis d'exploration de stockage a été accordé à un consortium composé notamment d'INEOS et de Wintershall, à la tête du projet Greensand, dont l'objectif est de stocker 1,5 M de tonnes de CO₂ par an dès 2025 et 8 M de tonnes par an à partir de 2030.

Selon un rapport interne, les émissions de CO₂ de la Danske Bank atteignent les 41 millions de tonnes en 2022, empreinte presque équivalente à celle du Danemark (44 M de tonnes en 2021). La quasi-totalité de ces émissions rentrent dans le « Scope 3 » du *Greenhouse Gas Protocol*: ce sont des émissions indirectes financées par les investissements de la banque. Le rapport pointe ainsi les nombreux prêts et investissements de la Danske Bank dans l'industrie pétrolière et autres secteurs très polluants. La banque figurait déjà en décembre 2022 à l'avant-dernière place d'un classement comparant les stratégies RSE des 50 plus grandes banques européennes, établi par l'ONG ShareAction. Selon Lydia Marsden, co-auteure de l'enquête, c'est l'absence de tout schéma de décarbonation au niveau de la banque qui est aujourd'hui sanctionnée. Devant de tels résultats, la Danske Bank s'est engagée à abaisser

de moitié son niveau d'émissions d'ici 2030, en agissant sur les régimes dérogatoires qui continuent à faciliter le financement de sociétés pétrolières et gazières.

GreenGo Energy dévoile son nouveau projet de parc énergétique. Situé dans l'ouest du Danemark, le giga-parc baptisé Megaton devrait produire plus de 1 M de tonnes d'hydrogène et de carburants verts par an. Doté d'une capacité d'électrolyse de 2 GW, alimentée par des sources photovoltaïque et éolienne (onshore et offshore), le projet devrait nécessiter un investissement de 60 Mds DKK (8 Mds€) et créer 300 à 500 emplois permanents. Megaton devrait être opérationnel d'ici 2030.



Finlande

Diminution de 4,4% du salaire réel en Finlande en 2022. Selon les premières données publiées par le Centre national d'études statistiques, les salaires réels des Finlandais ont diminué de 4,4% en 2022, un record dans le pays depuis 60 ans. En octobre-décembre 2022, les salaires réels ont même diminué de 5,7% par rapport à la même période en 2021. Le pouvoir d'achat des salariés de l'administration d'État a diminué le plus, de 5,9% par rapport au dernier trimestre 2021, tandis que celui du secteur public dans son ensemble a diminué de 5,6% sur cette même période. Alors que l'inflation sur l'ensemble de l'année 2022 a atteint 7%, le salaire nominal a augmenté de 2,6% en moyenne par rapport à 2021, selon le ministère des Finances. Le salaire moyen s'élève à 3 800€ en 2022 (4 100€ pour les hommes et 3 500€ pour les femmes).

Selon un rapport de l'Institut de recherche indépendant Etila, les flux d'immigration devraient être triplés pour stabiliser la population en âge de travailler, et ainsi assurer la viabilité des finances publiques. Cela correspondrait à une immigration nette de 44 000 personnes par an, contre environ 15 000 ces dernières années. Si l'immigration nette restait à ce niveau en Finlande, il y aurait, selon l'Institut, un cinquième de personnes en âge de travailler (15-64 ans) en moins en 2070. Pour rappel, le gouvernement actuel a l'intention de doubler l'immigration de travail à 50 000 personnes par an d'ici 2030.

L'agence de sûreté nucléaire donne son accord pour le prolongement de la durée de vie de la centrale de Loviisa. Fortum, exploitant de la centrale, a demandé à prolonger l'activité des deux plus vieux réacteurs mis en service en Finlande (Loviisa 1 en 1977 et Loviisa 2 en 1981) - dont les permis arrivent à échéance en 2027 et 2030 - jusqu'en 2050. Après l'approbation du gouvernement finlandais

concernant l'extension de la licence d'exploitation de la centrale nucléaire par Fortum, l'agence de sûreté nucléaire (STUK) a également donné son accord. Désormais, l'extension du permis doit être approuvée par l'Union Européenne. À pleine capacité, la production combinée des deux unités de Loviisa est de 500 MW, ce qui représente environ 10% de la production électrique nationale. En comparaison, le nouveau réacteur Olkiluoto 3 pourra atteindre une puissance maximale de 1 600 MW une fois qu'il sera pleinement opérationnel. Le stade de production régulière d'OL3 est pour le moment prévue pour le 14 mars 2023, selon son exploitant TVO.

De nouvelles installations de stockage d'énergie par batterie en développement en Finlande. La société suisse MW-Storage Nordic construit une installation de stockage d'énergie par batterie de 15 MW à Ikaalinen (Sud-Ouest du pays), avec un investissement de plus de 10 M€. Après une phase de conception préliminaire du projet qui a duré environ un an et demi, la construction a pu démarrer mais aucune date d'entrée en service n'a encore été communiquée. L'entreprise finlandaise EPV Energy construit également une installation de stockage d'énergie électrique de 12 MW, qui devrait être achevée en ce début d'année 2023, à Vaasa, à côté du parc éolien de Teuva à l'Ouest de la Finlande. Une autre société finlandaise, Taaleri Energia, vient quant à elle de passer récemment commande auprès de Merus Power pour la construction d'un système de stockage d'énergie de 30 MW à 36 MW, à Lempäälä (investissement de 20 M€). Outre ces trois projets, il convient de rappeler la mise en service par le producteur d'électricité TVO, à l'été 2022, de l'une des plus grandes installations de stockage d'Europe et la plus grande de Finlande, de 90 MW à Olkiluoto.

 Islande

L'inflation sur un an atteint 9,9% au mois de janvier, soit le même niveau que lors du pic de juillet 2022. D'après les données de *Statistics Iceland*, les prix des produits alimentaires et des boissons ont augmenté de 2%. L'alcool et le tabac ont augmenté de 5,5% notamment en raison des augmentations des taxes. Le chauffage a augmenté de 6% et les prix des voitures neuves de 9,8%. Les soldes d'hiver ont tout de même permis d'enregistrer des baisses de prix pour les vêtements et les chaussures (-8,5%), l'ameublement et l'électroménager (-4,4%) et l'électronique (-6,2%). Enfin, les tarifs des vols vers l'étranger ont baissé de 9,4%.

Les rendements des fonds de pensions islandais ont atteint -12% en termes réels en 2022, selon les données préliminaires de l'association nationale des fonds de pensions. Alors que les fonds de pensions enregistraient des rendements réels moyens de 4% les cinq années précédentes, l'année 2022 a été marquée par une inflation forte et une grande incertitude sur les marchés internationaux.

La nouvelle banque d'épargne Indo démarre ses activités en Islande. La banque Indo, fondée par Haukur Skúlason et Tryggvi Björn Davíðsson, est la première banque créée en *greenfield* depuis 1991 en Islande et la quatrième banque d'épargne en activité dans le pays. Indo comptait plus de 8 000 clients moins d'une semaine après son ouverture le 30 janvier.

La compagnie aérienne islandais Icelandair enregistre des pertes de 5,4 millions € en 2022, sa meilleure performance depuis 2017 (dernière année lors de laquelle l'entreprise avait enregistré des profits). Le résultat opérationnel d'Icelandair a plus que doublé entre 2021 et 2022 pour atteindre 1,3 Md\$ (1,2 Md€). Bogi Nils Bogason, PDG d'Icelandair, indique que la mauvaise météo au mois de décembre a eu un

impact majeur estimé à environ 7 M\$ (6,4M€) sur les opérations.

Des employés d'hôtels et des chauffeurs routiers membres du syndicat Efling sont en grève. Efling et la Confédération des entreprises islandaises (SA) ne sont toujours pas parvenus à un accord pour le renouvellement des accords salariaux. Les membres du syndicat de sept hôtels différents ont voté pour une grève le 7 février. Les hôtels concernés sont Fosshótel Reykjavík, Hótel Reykjavík Grand, Hótel Reykjavík Saga, Hótel Reykjavík Centrum, Fosshótel Baron, Fosshótel Lind et Fosshótel Rauðará. Le même jour, les chauffeurs de Samskip, Olúdreifingu et Skeljungu ainsi que les employés des hôtels Edition et Brejaya ont approuvé deux nouveaux préavis de grève.

4 500 demandes de protection internationale ont été reçues l'année dernière, dont 2 350 en provenance d'Ukraine selon les données du bureau de l'immigration. Ce dernier a traité 3 450 de ces demandes, dont 2 320 pour des Ukrainiens. La pénurie de logements constitue toutefois la principale difficulté pour une grande partie des réfugiés en Islande.

Norvège

Présentation d'un nouveau paquet d'aide de la Norvège à l'Ukraine de 75 Mds NOK (6,8 Mds€) sur 5 ans.

Ces fonds seront versés à hauteur de 50% pour l'aide militaire et 50% pour l'aide humanitaire. Par ailleurs, 5 Mds NOK (450 M€) d'aide humanitaire et alimentaire seront alloués aux pays touchés par les répercussions de la guerre, notamment sur le continent africain. Ce plan place la Norvège parmi les principaux pays donateurs à l'Ukraine en part de PIB, car il porte ses contributions totales à 1,7% de son PIB, contre 1,1% pour l'Estonie, autre grand contributeur, ou 0,23% pour les États-Unis. Afin de le financer, le gouvernement prévoit d'augmenter provisoirement les prélèvements dans le Fonds souverain norvégien. Le paquet d'aide sera nommé « Nansen », en référence à l'explorateur polaire, diplomate et lauréat norvégien du prix Nobel de la paix en 1923 pour son aide aux déplacés de la première guerre mondiale et son rôle dans la lutte contre la famine en Ukraine. Le gouvernement réunira les partis d'opposition le 24 février et espère obtenir un large soutien à ce texte.

Valeur record du Fonds souverain norvégien à 1 270 Mds€ d'actifs sous gestion,

nouveau cap historique depuis sa création en 1998. Cette nouvelle hausse s'explique notamment par le dynamisme des marchés boursiers et l'entrée massive de capitaux liés à l'affectation au Fonds des recettes fiscales tirées des hydrocarbures. Depuis 2019, la valeur du Fonds atteint tous les ans de nouveaux records historiques, y compris en 2022 avec une hausse de +0.7% de la valeur du Fonds malgré la baisse des marchés.

Retrait du Fonds souverain norvégien de deux sociétés ayant vendu du matériel militaire à l'armée birmane.

Sur recommandation du conseil éthique de la Banque centrale de Norvège, le Fonds souverain norvégien a décidé de se retirer de deux groupes ayant vendu

du matériel militaire à l'armée en Birmanie. D'après la Banque centrale, ces investissements respectifs de 195 et de 173 millions NOK (17,7 M€ et 15,7 M€) dans les entreprises chinoise et indienne AviChina Industry et Bharat Electronics « représentaient un risque inacceptable de ventes d'armes à un État qui a recours à la violence armée pour commettre des violations graves et systématiques du droit international ».

Les investissements du Fonds souverain norvégien en Russie sont passés de 2,7 Mds\$ à 300 M\$.

Le 28 février 2022, le gouvernement avait demandé au Fonds souverain norvégien de geler tous ses avoirs en Russie. Depuis, les investissements du Fonds en Russie sont passés de 2,7 Mds\$ à 300 M\$. Le Fonds souverain norvégien reste toutefois présent dans 51 groupes russes, notamment auprès du monopole gazier Gazprom, pour 74 M\$, mais a prévu de se séparer de ces participations dès que les conditions de marché le permettront.

Faillite de la compagnie aérienne norvégienne Flyr.

La compagnie low-cost a annoncé l'ouverture d'une procédure de faillite devant le tribunal du district d'Oslo le 31 janvier dernier, après l'échec de son plan de refinancement présenté en novembre 2022. La compagnie aérienne n'avait pas atteint ses objectifs de financements supplémentaires de 700 M NOK (63,5 M€) qu'elle comptait lever depuis novembre dernier. Le fondateur de la compagnie, Erik Braathen, a estimé que plus de 400 emplois seraient supprimés.

Le gouvernement norvégien propose une expansion significative de l'exploration pétrolière et gazière.

Le gouvernement a proposé d'ouvrir 92 nouveaux blocs pour l'exploration pétrolière et gazière en mer de Norvège et mer de Barents. Selon le Ministre du pétrole et de l'énergie, Terje Aasland, les nouvelles découvertes norvégiennes sont

importantes tant pour la Norvège que pour l'Europe. La proposition comprend 92 nouvelles licences dans des zones prédéfinies (*Awards in Predefined Areas*). Cette annonce intervient seulement quelques jours après que le gouvernement norvégien a proposé 47 nouvelles licences de production sur le plateau norvégien.

Proposition du gouvernement norvégien d'introduire de nouveaux mécanismes de régulation sur le marché de l'électricité, notamment en situation de pénurie. En raison d'une sécheresse importante au printemps dernier, la Norvège a redouté une pénurie d'électricité d'origine hydraulique, qui représente plus de 90% de son mix électrique. Le gouvernement propose donc d'introduire, avant l'hiver prochain, une série de mécanismes de régulation. Il s'agit d'inscrire dans la loi la responsabilité des producteurs d'électricité pour la sécurité énergétique du pays, de pérenniser la mesure hebdomadaire des taux de remplissage des réserves d'eau et d'obliger les producteurs à établir des stratégies sur la sécurité énergétique. L'État pourrait également intervenir dans le cas où le niveau de ces réserves atteint un seuil trop bas qui pourrait représenter un danger : la Norvège restreindrait alors ses exportations d'électricité. Le Ministre norvégien du pétrole et de l'énergie a précisé que l'accord de l'Espace Économique Européen (EEE) autorise la limitation des exportations d'électricité pour des motifs de sécurité énergétique.

La commission de l'énergie a rendu ses conclusions pour faire face à la crise de l'électricité en Norvège. La commission de l'énergie, nommée par le gouvernement norvégien l'an dernier, a présenté ses conclusions. Les partenaires sociaux, élus, ONG et industries étaient représentés dans ce groupe de travail. Leur principale recommandation est d'augmenter au plus vite la production d'énergie (+40 TWh d'ici 2030) afin d'éviter que la Norvège ne devienne un importateur net d'électricité. La commission préconise également une réflexion sur le développement rapide de l'éolien terrestre et offshore, et sur l'avenir des câbles électriques.

S'agissant des centrales hydrauliques, les membres du groupe sont partagés entre la rénovation des infrastructures existantes et la construction de nouveaux sites. Enfin, l'énergie nucléaire n'est pas considérée comme une alternative.

La Norvège souhaite être associée à l'Union Européenne afin de faire front commun face à l'*Inflation Reduction Act* américain. Le Ministre des Finances norvégien s'est rendu dernièrement à Bruxelles afin d'y évoquer, avec la Commissaire européenne à la concurrence, les risques économiques de l'*Inflation Reduction Act* américain pour les entreprises européennes et norvégiennes

Une augmentation de 10% des prix de l'alimentaire est attendue en Norvège. Les prix des denrées alimentaires afficheront une hausse pouvant aller jusqu'à 10% en février. L'Autorité norvégienne de la concurrence a demandé des explications à la grande distribution qui attribue la situation aux barrières douanières qui protègent l'agriculture norvégienne, ce que dément le Ministre du commerce et de l'industrie, Jan Christian Vestre. En réponse, le gouvernement a présenté dix mesures pour améliorer la concurrence dans l'industrie agroalimentaire, favoriser la diversité des produits et tirer les prix vers le bas. Le gouvernement pourrait également attribuer davantage de pouvoir aux autorités de la concurrence et de la sécurité alimentaire.

La consultation publique sur l'exploitation des minéraux sous-marins en Norvège a pris fin. Les réponses de nombreux instituts de recherche formuleraient des critiques sur le manque d'évaluation des conséquences environnementales de cette activité. D'après des nouvelles estimations de la Direction du pétrole, les fonds marins norvégiens pourraient fournir 38 M de tonnes de cuivre, 45 M de tonnes de zinc et 2 317 tonnes d'or. Le gouvernement norvégien espère ouvrir l'exploration et l'extraction de minéraux des fonds marins à compter du printemps 2023.

 Suède

La Banque centrale de Suède (Riksbank) augmente son taux directeur de 0,50% pour passer à 3,00%, soit le niveau également fixée par la BCE pour son taux directeur le 8 février. La Riksbank annonce par ailleurs une potentielle autre remontée en avril. Pour Erik Thedéen, le nouveau gouverneur, le rythme de hausse des prix est trop élevé en Suède et pénalise entreprises et ménages. L'inflation a en effet augmenté plus que prévu par la Banque centrale et atteint 10,2% en g.a. en décembre 2022. Avec ce resserrement de politique monétaire, l'inflation devrait reculer cette année et se stabiliser près de 2 %, cible de la Banque centrale, à partir de 2024, selon le gouverneur. Il s'agit du niveau de taux d'intérêt le plus élevé que la Suède connaît depuis 15 ans. Par ailleurs, toujours afin d'atteindre la cible d'inflation, le directoire a décidé de réduire les avoirs de la Riskbank à un rythme plus rapide, en vendant jusqu'à nouvel ordre des obligations d'État pour une valeur nominale de 3 Mds SEK (2,7 Mds€) par mois, à partir d'avril. La Riksbank pourra modifier les volumes et les conditions si les conditions du marché sont défavorables. Elle ne prévoit pas de vendre ses avoirs en obligations non gouvernementales. En outre, le directoire a décidé d'offrir des volumes plus importants de certificats Riksbank, des titres de court terme émis chaque semaine au taux directeur afin d'absorber une plus grande part de l'excédent de liquidités du système bancaire.

Au 4^e trimestre 2022, la consommation des ménages suédois diminue mais l'emploi progresse. Par rapport au 4^e trimestre 2021, la consommation privée a diminuée de 0,9%, et de 1,8% comparée à décembre 2021. La nourriture et les boissons enregistrent la plus baisse la plus importante (-4,7%), alors que le transport ainsi que la vente et services pour véhicules motorisés progressent de 5%. Quant à l'emploi, l'agence de statistiques nationale SCB annonce 110 000 emplois supplémentaires par rapport au 4^e trimestre 2021,

avec une diminution du chômage de l'ordre de 0,7 point de pourcentage, le portant ainsi à 7,3%. Le nombre d'heures travaillées a également augmenté de 3%. Toutefois, cette croissance est plus faible que lors des trimestres précédents, ce qui annoncerait un ralentissement du marché du travail suédois.

Le gouvernement met en garde les banques sur les dividendes face au risque de récession. Niklas Wykman, Ministre des marchés financiers, demande aux grandes banques suédoises (SEB, Handelsbanken et Swedbank) de réexaminer leurs plans de distribution de dividendes face au risque de récession.

Les émissions de gaz à effet de serre des ménages suédois diminuent de 11% (-250 kt éq. CO₂) au 3^e trimestre 2022, comparé au 3^e trimestre 2021. Les émissions des ménages s'élèvent donc à près de 2 000 kt éq. CO₂. Cette diminution est de la même ampleur que celle survenue au 2^e trimestre 2020, au début de la pandémie de Covid-19. Elle s'explique notamment par la part croissante de biocarburants utilisés pour les véhicules particuliers. Quant à l'économie suédoise dans sa totalité, l'institut national de statistiques SCB annonce une diminution de 4% par rapport au 3^e trimestre 2021, pour atteindre 11,7 Mt éq. CO₂, malgré une augmentation du PIB de 2,5%. La réduction des émissions des voitures particulières contribue à hauteur de 50% à ce résultat. Les secteurs des services et de la construction affichent les diminutions d'émissions les plus importantes par ailleurs, de 11,4% et 14,8% respectivement.

Ralentissement des levées de fonds pour des startups en janvier. Près de 1,5 Md SEK (133 M€) ont été investis dans les jeunes pousses suédoises le mois dernier, avec en tête 460 M SEK (41 M€) pour Quantum, entreprise spécialisée dans les pompes à chaleur. Le journal Dagens Industri rapporte que près de 48 Mds SEK

(510 M€) ont été levés en 2022, en comptabilisant notamment les financements records du fabricant de batteries Northvolt (11 Mds SEK) et de la fintech Klarna (8,5 Mds SEK) en juillet dernier.

Les constructeurs automobiles français perdent des parts sur le marché suédois.

Les ventes de voitures neuves en Suède ont atteint 288 000 unités en 2022, ce qui correspond à une baisse de 4% par rapport à 2021, et le niveau de ventes le plus bas depuis 2013. La part de voitures électriques continue à augmenter et représente désormais 33% des ventes, contre 19% en 2021. Les voitures rechargeables représentaient, quant à elles, plus de 23% des ventes contre 26% en 2021. La part de marché des constructeurs français est pour sa part passée de 8,3% en 2021 à 7,2% en 2022. Peugeot détient une part de marché de 2,7%, contre 2,1% pour Renault, 1,2% pour Citroën, 1% pour Dacia et 0,2% pour la DS. Volvo (surtout les modèles XC40 et XC60) et Volkswagen (ID.4 et T-Roc) continuent à dominer les ventes avec respectivement 15,9 et 11,7% de parts de marché, devant Kia (Niro et Ceed) avec 10,4%.

Spotify continue de gagner des abonnés mais accuse de plus en plus de pertes.

En 2022, l'entreprise suédoise, leader mondial du streaming audio, annonce une augmentation de 14% du nombre d'abonnements, atteignant ainsi les 205 millions. Les analystes s'attendaient à 202 millions d'abonnements ; ce chiffre peut s'expliquer par la bonne croissance générale, notamment en Amérique latine. Cependant, Spotify accuse encore une fois des pertes, de l'ordre de 430 M€ pour cette année, contre 34 M€ en 2021. Le groupe a tout de même annoncé un plan de suppression de 6% de ses effectifs. Cette suppression de postes s'inscrit dans le sillage d'autres grandes entreprises de la tech mondiale.

Bosch acquiert des parts dans le capital d'Husqvarna,

les portant ainsi à 12%. Husqvarna est une entreprise suédoise, parmi les leaders mondiaux dans les outils de bricolage et de jardinage. Cette acquisition s'inscrit dans le projet d'alliance « Power For All Alliance » des deux

entreprises pour développer un système de batteries rechargeables de 18 V et transposables sur différents appareils de marques diverses (p ex. Wagner, Gardena, Bosch, Husqvarna, Gloria, Steinel).

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,6	0,8	2,0	1,3	5,1	-0,1	0,7	0,6
Danemark	1,0	1,9	1,0	2,5	4,9	-0,5	0,8	0,5
Finlande	-0,2	1,6	1,0	0,6	3,0	0,3	0,7	-0,3
Norvège ¹	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,1	-0,5	1,2	0,8
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-1,0	3,7	-0,5

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

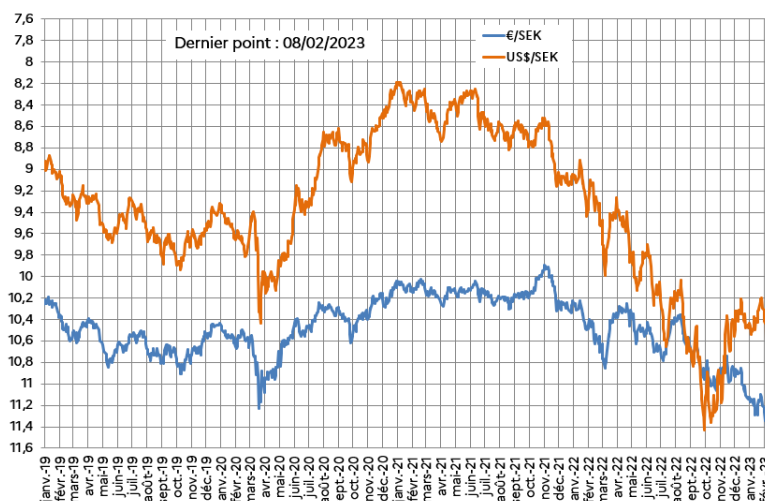
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3

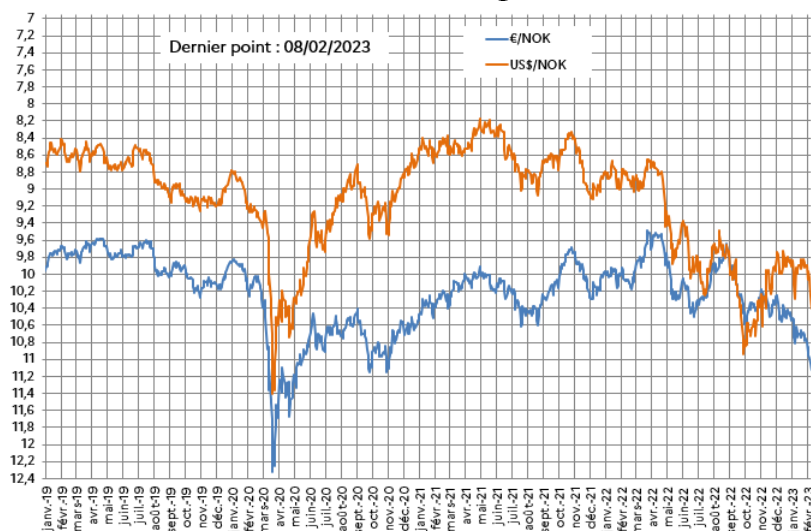
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Economique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, G. Bazin) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : gabrielle.bazin@dgtresor.gouv.fr